



Le 12 septembre 2019

Communiqué de presse

L'ouverture des archives de la guerre d'Algérie par l'État ne peut reposer sur une vision hémiplogique de l'histoire

Après avoir reconnu la responsabilité de l'État français dans la disparition du militant communiste pro-FLN Maurice Audin, Emmanuel Macron vient de décider de déclassifier et d'ouvrir au public les archives de l'État sur cet événement.

Ainsi, le président de la République vient à nouveau de marquer sa volonté de ne faire la lumière que sur une seule catégorie de drames : ceux touchant les partisans de l'Algérie algérienne. L'histoire ne saurait cependant s'écrire en noir et blanc et toutes les souffrances doivent être reconnues, toutes les responsabilités établies.

Le Cercle algérieniste demande en conséquence instamment au chef de l'État de ne pas céder à une vision hémiplogique de l'histoire.

Il doit faire aussi toute la lumière sur la responsabilité des autorités françaises dans les drames de la fusillade de la rue d'Isly, le 26 mars 1962 à Alger, et de l'enlèvement de centaines de Français d'Algérie le 5 juillet 1962 à Oran, sans que l'armée française ne réagisse, drames pour lesquels la responsabilité de l'État était clairement engagée et ainsi à l'origine de centaines de victimes d'assassinats et d'enlèvements.

Emmanuel Macron ne peut se contenter, sur un sujet aussi douloureux, de faire droit aux exigences de vérités des uns et de jeter dans le même temps, un voile d'ombre sur la responsabilité de l'État dans les drames touchant les Français d'Algérie, cédant ainsi à une forme de repentance.

La vérité ne se divise pas.

Les familles des victimes sont en droit d'attendre des réponses claires et précises sur l'ouverture des archives publiques concernant l'ensemble de ces événements dramatiques.

Thierry Rolando
Président national du Cercle algérieniste

Cercle algérieniste - Association culturelle des Français d'Afrique du Nord